

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

LUNDI
22

DÉCEMBRE
1975

N° 65
1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

tournée de chirac en guadeloupe

indépendance pour les colonies

«Les Corréziens de la Guadeloupe» : c'est une des banderoles qu'on a pu voir déployées à l'occasion du voyage de Chirac. Image qui tend, grossièrement, à accréditer l'idée que la Guadeloupe est bien un petit bout de France perdu à des milliers de kilomètres, au-delà des mers.

Droit de possession fondé sur le sang. Sur celui des Indiens du pays, massacrés voici plusieurs siècles par le colonisateur. Sur celui des milliers d'esclaves déportés de leur lointaine Afrique, exploités littéralement à mort sur les plantations des colons venus de France.

Mais droit toujours contesté, farouchement refusé par les victimes de son exercice. Qu'ont donc aujourd'hui de «français» ces départements d'Outre-Mer de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane, que visite le premier ministre ? Les descendants des «nègres marrons», qui fuyaient dans les collines pour mener une vie pourchassée, mais libre, après avoir saigné quelque garde-chiourme particulièrement odieux, se sont, au fil des siècles, forgé une réalité nationale dans la lutte contre l'oppression. Leur langue, le créole, a ses propres lois, différentes du français ; leur culture aussi leur est entièrement propre.

Dans des pays où la monoculture de la canne à sucre, et, depuis peu, de la banane, ne rapporte qu'à quelques monopoles métropolitains et à une mince couche de gros planteurs restés «français», où des richesses nationales comme la pêche sont totalement laissées en friche, l'économie coloniale conduit au chômage massif, à l'émigration, à une misère du peuple chaque jour plus profonde. Les promesses de «développement» réitérées par Chirac hier n'y changent rien. Non, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane n'ont pas, comme on le prétend, besoin de «l'aide française» pour vivre. Au contraire, elles ont besoin de secouer le joug colonial, de conquérir leur indépendance. C'est la conclusion à laquelle, lutte après lutte, les coupeurs de canne à sucre, les travailleurs du bâtiment, tous les éléments du peuple de ces pays, sont en train de parvenir. C'est ce que refusent les rejets locaux du P(C)F, avec leur mot d'ordre «d'autonomie» et de maintien des liens avec la France, forgé à Paris.

Cette indépendance, que les peuples de ces pays gagneront dans la lutte contre les «képis rouges», gardes mobiles et autres forces d'oppression qui occupent leur pays, c'est un objectif que la classe ouvrière, les larges masses de notre peuple, doivent soutenir de toutes leurs forces.

Jean LERMET



Manifestations en Martinique

le plan Stirn

30 000 colons
supplémentaires
pour la guyane
(voir notre
article p.3)

le P(C)F et les camps de travail en URSS

La projection, par la télévision française, d'un film qui montrait un camp de travail en URSS, n'a pas fini de provoquer des réactions.

A peine l'article de la Pravda, journal officiel soviétique, était-il publié que

«l'Humanité» de samedi revenait sur cette question. Le P(C)F, pour une fois, ne se satisfait pas du démenti de l'URSS. Il esquivé l'accusation à peine voilée qui lui est portée par la Pravda : ce journal déclarait en effet «s'étonner» du fait «que certains,

parmi ceux qui ont toujours opposé une digne riposte à l'antisoviétisme, ont contribué, volontairement ou non, au déploiement ultérieur de cette attaque antisoviétique».

suite p.4

LIEVIN

la cérémonie de la gauche un an
après la mort des 42 mineurs :
le PS parle du puits maudit
alors que les coupables sont
trouvés depuis un an.

Aidée par une campagne de presse massive dans tous les journaux régionaux, l'équipe dirigeante dans la région des mines (PS - PC et les différents syndicats), avait organisé, le samedi 20 décembre, une cérémonie de deuil, avec inauguration

d'une stèle en face de la fosse 3, à Liévin, en souvenir de la mort, il y a un an, des 42 mineurs. Ces gens-là voulaient, une nouvelle fois, faire baisser la tête aux mineurs, alors que la seule façon d'honorer les 42 victimes, c'est la lutte.

suite p.5



il y a un an, à la fosse 3 de Liévin.

la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 paris
de 8 h. 30 à 13 h.

CONTRE LE LICENCIEMENT D'UN DÉLÉGUÉ SYNDICAL

Je vous envoie quelques extraits de «Ouest-France» d'aujourd'hui. J'aimerais que vous parliez de l'action que nous avons menée hier : la CGT «ne pouvant pas mobiliser» pour la journée d'action d'hier, la CFDT ne pouvait le faire vu sa faiblesse, et on s'est donc rabattu sur une présence massive au tribunal où avait lieu l'audience de conciliation concernant le licenciement d'un délégué CFDT de Grelbo. A 10 H du matin, on s'est retrouvé à une cinquantaine (plusieurs de Moulinox, quelques uns du SGEN, principalement de l'Ecole Normale - 1/4 de ma classe avait fait grève - et beaucoup de la FGA-CFDT). Comme la procédure de conciliation (qui a duré une minute et trente secondes) a échoué, on a décidé d'aller massivement porter un communiqué à «Ouest-France» : mini-manif du tribunal au bureau de «Ouest-France». A «Ouest-France», on s'est retrouvé à une trentaine dans un bureau de journaliste pour demander des comptes.

Depuis 15 jours, «Ouest-France» censure les communiqués de presse sous prétexte qu'ils répètent les prises de position nationales des directions syndicales (ce qui n'est pas toujours vrai).

Pour ce qui est de la réunion d'Alençon, annoncée dans le QdP, on s'est retrouvé à : 2 de Révo., 2 délégués de Moulinox, 1 élève-infirmière, 1 travailleur de la Santé et une dizaine de normaliens. On a le moyen de toucher une section CGT. On a décidé de travailler dans nos sections syndicales pour qu'elles prennent effectivement en mains le soutien des inculpés, de garder le contact pour agir si les syndicats ne veulent rien faire : ça permet de garder le contact entre syndiqués CGT et CFDT et non-syndiqués, ainsi qu'avec les minoritaires du SNI.

Alençon

A PROPOS DE L'OUVERTURE DU PROCÈS DE...

Et si nous parlions un peu de l'O.M.

Le scandale dure, pratiquement, depuis la création du club, à savoir que l'Olympique de Marseille est le club de la riche bourgeoisie marseillaise, des commerçants aisés et des cadres supérieurs : les fils du peuple n'y ont pas accès, ou si peu.

Et en ce qui concerne l'équipe professionnelle, les dirigeants sont toujours de riches bourgeois qui ne connaissent qu'une manière de diriger le club : comme une affaire commerciale identique à la leur, où les spectateurs sont traités comme leurs clients et les adhérents du club comme leurs employés.

Par contre, savoir à quoi aspirent les jeunes voulant jouer au football et le point de vue des socios qui forment la masse de base du public marseillais et qui est composée en grande partie de travailleurs, ils s'en moquent éperdument...

P. Marseille

LICENCIES POUR «INTERVENTIONS MALHONNÊTES» AUPRÈS DU PATRON.

Nous sommes trois ouvriers électriciens, nous voudrions apporter notre témoignage sur ce qui se passe et ce qui nous est arrivé dans notre entreprise à CLÉOR (Paris).

Nous avons été embauchés en août et septembre 75, à l'installation électrique, dans un chapiteau de variétés. Voici les conditions de travail qui nous

attendaient. Nous étions obligés d'effectuer en moyenne 14 H par jour de travail, n'avions aucun jour de congé (même pas les jours fériés) ; les heures n'étant pas pointées, il fut facile au patron de ne nous en payer qu'une partie (par exemple, sur 341 H de travail, nous avons été payés 175 H).

Toucher notre salaire est tou-

jours pour nous un objet de conflit avec la direction.

Quant à la sécurité, voyez plutôt comment le patron s'en préoccupe : nous travaillons tous les jours à 14 m de hauteur dans le vide, sans ceinture de sécurité, debout sur un tube de 10 cm et nous nous agrippons d'une main, travaillant de l'autre par une température avoisinant 0°. Notre travail s'effectuant au dessus des lustres, nous devions nous munir d'une lampe de poche pour travailler. Notre travail consistait à accrocher à deux un porte-projecteur de 300 kg monté par une simple corde et une poulie...

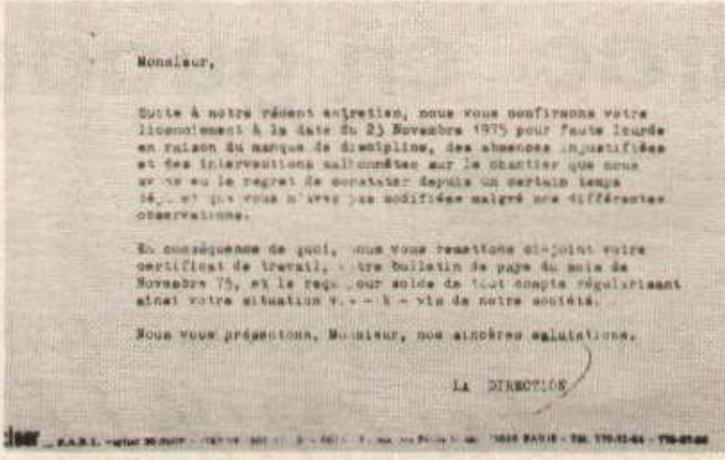
Le 23 novembre, nous nous présentons comme d'habitude sur le chantier, la température du vestiaire était de -4° (2 tubes de glace de 20 cm de diamètre qui alimentent la piste de glace du chapiteau, traversant le vestiaire). Nous avons refusé de nous changer vu la température glaciale (tous trois sortions de maladie). Nous sommes allés voir le patron, exigeant le chauffage du vestiaire, pour toute réponse, il nous a

licenciés sur le champ. Il faut noter que nous n'étions que trois à pouvoir revendiquer, les autres travailleurs étant embauchés au noir (pas de contrat, pas de fiche de paie...), pour la plupart des travailleurs immigrés.

Nos démarches à l'Inspection du Travail n'ont servi à rien. A croire que l'Inspection du Travail n'a des yeux que pour voir ce que le patron lui montre et des oreilles que pour écouter ce que le patron dit ! Nous allons mettre l'affaire aux prud'hommes pour tenter de faire valoir nos droits et ce, malgré toutes les démarches et tracasseries administratives qu'on nous impose (la législation étant faite pour les patrons, non pour les ouvriers).

Nous espérons que vous publierez cette lettre afin de montrer quelles conditions de travail sont réservées aux ouvriers dans notre entreprise, alors que Giscard et sa clique parlent de revalorisation du travail manuel.

M.M. - G.H. - K.H.
l'Hay-les-Roses



UN JUGEMENT EN RÉFÈRE

Le 16 décembre à 16 H, le tribunal des référés de la Roche-sur-Yon, présidé par le sieur Lhuilliez, bien connu des travailleurs vendéens, devait trancher dans l'affaire opposant les délégués syndicaux consignés et la direction Esswein. J'étais présent au Palais des injustices, avec les camarades grévistes.

Plusieurs centaines de camarades grévistes étaient présents, ainsi que des travailleurs des entreprises extérieures venus les soutenir. L'ambiance était excellente, les travailleurs avaient un moral de combattant. Bien vite, la salle d'audience est archi-pleine, le hall au 3/4 plein. Je me suis donc permis de discuter avec les travailleurs et leurs délégués, personne ne se faisait d'illusions quant à l'issue du procès, le verdict, nous le connaissions tous d'avance, le président du tribunal, Lhuilliez a déjà tranché pareil litige en juin de cette année en ce qui concernait la grève des ouvriers garagistes, c'est-à-dire l'expulsion par les gardes mobiles des mécanos en lutte qui occupaient pacifiquement le garage Citroën (200 mercenaires armés et casqués contre 70 travailleurs, armés seulement de leurs dix doigts).

Donc, l'ambiance était chaude, pacifique parmi les travail-

leurs en lutte. Dans le hall, à droite, sur un banc, se trouvaient trois représentants de la «direction Esswein», ils ne se sentaient pas particulièrement à l'aise, ils ressemblaient à des chiens pelés, galeux, non, ce genre de «société» n'avait pas l'air de leur plaire.

Sur un banc proche de ces trois «pantins»... de la direction, se trouvaient cinq ou six éléments non-grévistes qui, eux aussi, n'en menaient pas large. Mais où étaient donc les 841 travailleurs ayant soi-disant voté pour la reprise du travail immédiate et sans condition, vote pratiqué hier par la direction Esswein ? Je n'ai vu trace de ces quelques éléments «jaunes», une infime minorité par rapport aux soi-disant 841 suffrages exprimés.

Le jugement est mis en délibéré, verdict demain à 11 H 30. Le juge et ses acolytes avaient peut-être peur de prononcer la sentence suprême devant tant de travailleurs ici présents.

Vers 17 H, les travailleurs quittent le palais des injustices et se forment en cortège, banderoles déployées, (600 personnes environ) et défilent dans les rues de la Roche-sur-Yon.

Corr. La Roche-sur-Yon

JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Non.....
Profession.....
Adresse.....

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75 924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de publication :
Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

En raison des fêtes de Noël, le Quotidien du Peuple ne paraîtra pas le :
jeudi 25 décembre

pour soutenir le Quotidien du Peuple, des affiches, des calendriers sont à votre disposition. calendrier : 10 F



1976 - 1975, victoire des LIP - 200 de licenciements

1976	janvier				le quotidien du peuple
lun		5	12	19	26
mar		6	13	20	27
mer		7	14	21	28
jeu	1	8	15	22	29
ven	2	9	16	23	30
sam	3	10	17	24	31
dim	4	11	18	25	

LIEVIN un an après, ils parlent encore de fatalité...

suite de la page une.

Les mineurs ne s'y sont pas trompés puisqu'ils sont venus peu nombreux : environ 300 parmi lesquels on pouvait bien compter une centaine de personnes de l'appareil PS, PC, CGT. On avait même pour la circonstance revêtu de l'habit du mineur un certain nombre d'employés qui ainsi grossissaient la halle devant la stèle. Moins d'une dizaine de veuves étaient là.

La cérémonie était d'importance ! S'étaient déplacés pour l'occasion : Darras, maire socialiste de Liévin, Delelis, maire socialiste de Lens, le dirigeant CGT de la région houillère Barrois. La municipalité PS n'avait rien négligé : la place avait été remise à neuf.

Tous ces notables avaient préparé un nouvel enterrement avec sonnerie aux morts pour les 42 mineurs. Comme le dira



Un enterrement pour ces messieurs, comme disaient les mineurs.

un mineur après «c'était une vraie cérémonie religieuse...». Mais la voie de la lutte était aussi présente et se manifestait, par une banderole portant les inscriptions «houillères assassins», «imposons la vérité». C'est après la mi-

nute de silence en mémoire des 42 que Darras voyant la banderole a prétendu la faire enlever. Mais elle est restée dressée en face de lui. Il a alors interrompu la cérémonie, et, à la tête de son service d'ordre, il s'est alors précé-

pit sur les porteurs de la banderole. Puis, face aux mineurs retournés vers la banderole repliée, Darras a osé commencer son discours par ses mots : «cette stèle est une pierre dressée face au puits maudit...». Non, monsieur Darras, ce n'est pas le puits, ni la mine en général qui est maudite, ni la fatalité qui a tué, c'est l'exploitation capitaliste qui a assassiné les 42 mineurs. Mais pour ce bourgeois, l'exploitation capitaliste, ça ne veut rien dire puisque selon lui : «les mineurs par leur sueur et leur force ont enrichi le pays tout entier...». Et c'est en candidat bourgeois qu'il terminera son discours, en reprochant seulement à Chirac de ne pas avoir tenu les promesses faites lors de l'enterrement ; promesses hypocrites auxquelles les mineurs, eux, n'ont pas cru. Ainsi quand Chirac avait parlé lors de l'enterrement, c'est par centaines que les mineurs avaient quitté la place ! Puis c'est le tour de Barrois, qui comme Darras précise que ce n'est pas le sentiment de vengeance qui l'anime, mais bien au contraire la sollicitude, le dévouement envers les familles des victimes.

MEETING CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Vendredi soir, à l'appel de la Fédération de Paris du P.C.R.(m-l), c'est une salle pleine qui s'est réunie, un an après la catastrophe de Liévin, un an après l'assassinat par les Houillères des 42 mineurs de la fosse 3. Un excellent montage fut projeté, qui retraçait la création et la mobilisation de la commission populaire d'enquête, qui montrait comment le tribunal populaire de Liévin sut exprimer la colère des mineurs, la transformer en une force. L'écrasante responsabilité des Houillères, que le rapport du service des mines tente de nier, nous fut encore démontrée par un camarade de cette commission. Le mépris de la vie et de la santé des travailleurs par le capitalisme, des camarades de Chausson, de PUK, du bâtiment... en portaient la preuve, par des exemples pris dans le travail quotidien, mais aussi par les luttes que mène la classe ouvrière pour la sécurité. Dans la salle, de nom-

breux travailleurs prirent la parole, tel ce jeune ouvrier d'une usine d'alimentation, révolté par la mort d'un travailleur quelques années avant la retraite, littéralement usé par le capital.

Un camarade du Mouvement d'Action Judiciaire expliqua, à propos d'une question sur les saisies dans le quartier des Marronniers, comment lors d'une mobilisation des travailleurs, avocats et juges progressistes pouvaient aider à retourner la justice bourgeoise contre ses auteurs. Après des interventions de travailleuses de la santé, un camarade du CLISACT montra la possibilité de mettre la médecine au service des travailleurs et de leur lutte. Et l'intervention finale du Parti Communiste Révolutionnaire, en replaçant cette lutte dans le cadre de la politique actuelle de la bourgeoisie, exprimait certainement, à en juger par la chaleur des applaudissements, la volonté de lutte des participants.

Drôle de sollicitude, où il ne remet pas un seul instant en cause le travail au rendement, mais préfère inviter les mineurs à un nouvel hommage... entendez une nouvelle minute de silence un an après la catastrophe aux victimes de l'insécurité.

Mais la cérémonie n'allait pas prendre fin sans que ce soit fait entendre la voix des mineurs. Un camarade prend la parole en leur nom pour rappeler que la Commission Populaire d'Enquête et le Tribunal Populaire ont mis en évidence la responsabilité des Houillères, que l'exigence de la vérité grandit, la colère aussi, comme le montre la grève au 3 de Lens au moment où Pascal a été dessaisi. Et la vérité est faite depuis un an et les mineurs se mobilisent pour que les coupables soient châtiés. Mais c'en est trop pour ces messieurs ! Ceux du PS interviennent alors honteuse-

ment et agressent sauvagement le camarade qui parlait pour le remettre aux mains de la police. Des mineurs prennent sa défense en criant : «Laissez-le parler ! qu'est-ce que c'est que cette démocratie ! Pourquoi le PCR ne pourrait-il pas s'exprimer ! Le PS, lui, a bien fait sa propagande !». En disant cela, les mineurs montrent qu'ils ne sont pas dupes. Le PS a bien montré qu'il avait peur que la voix des mineurs s'exprime. Le but de «leur» cérémonie n'était que de se concilier une partie de la population en vue des prochaines élections. Non, messieurs, vous n'arriverez pas à vos fins, les mineurs ne seront pas réduits au silence, ils lutteront pour que les coupables soient châtiés et tous les jours pour imposer la sécurité dans les fosses. Mais le but est raté : peu de mineurs présents, et ceux qui étaient là ont été révoltés par leur attitude.

MOT D'ORDRE DE GREVE DES CHEMINOTS D'AMIENS JUSQU'AU 25 DÉCEMBRE

Refusant les journées d'action inefficaces, les cheminots CFDT d'Amiens ont proposé à la CGT de déclencher un mouvement de grève de plusieurs jours du 19 au 25 décembre pour frapper un grand coup pendant les fêtes pour la défense de leurs revendications (6 H de nuit : 8 H de jour, 104 repos, 1 700 F minimum et 400 F pour tous, libertés syndicales) et exiger la libération immédiate des syndicalistes emprisonnés. Refusé !

Après la manifestation du 19 décembre marquée par la combativité des travailleurs en lutte de Carmichael, Jacquemet et Mesnet (bâtiment) la CGT suivant les directives de la confédération ne tient pas à soutenir les soldats emprisonnés et ne veut s'en

tenir qu'aux journées nationales. Les dirigeants ont de quoi se méfier : à leur mot d'ordre «Union, action, programme commun», les travailleurs non syndiqués, les syndicalistes CFDT et... CGT ont préféré «Union, Action contre la répression» et «libérez nos camarades», qui leur ont paru beaucoup plus justes.

Scandale ! Ces mots d'ordre n'avaient pas été discutés unitairement ! Comme tous les autres d'ailleurs, la bataille devait se jouer sur le terrain, c'est fait !

Dans ces cas là, pas question d'unité, donc pas de mobilisation de la CGT pour une semaine d'action et en

plus pendant les fêtes ! Et surtout pas pour les «gauchistes» emprisonnés. Qu'on se le dise. Une unité formelle oui ! Une unité dans l'action, c'est trop !

C'est certainement ce qui a fait dire à Edmond Maire : «Il a fallu être unitaire pour deux, et même un peu plus pour accepter ce texte qui a servi de base à la manifestation (pas un mot sur les soldats emprisonnés)».

Les cheminots CFDT de la région d'Amiens, comme la majorité des travailleurs ne pardonnent pas ces reculs sur le dos des syndicalistes combattifs !

le 20/12/75

Robert RIVIÈRE

à creutzwald (moselle) : le propane explose : treize blessés : qui est responsable ?

A l'usine Lormafer de Creutzwald (Moselle) la «fatalité» a encore frappé. Vendredi, pendant la pose du casse-croûte, le propane explose dans l'atelier où la plupart des travaux consistent en des soudures, d'où emploi important de chalumeaux, de gaz, etc... Une étincelle provoquée paraît-il par un réchaud électrique, serait la cause de l'explosion. Bilan treize blessés, dont trois grièvement brûlés. Pour la direction, il est évident que les mesures de sécurité étaient prises : les affiches étaient présentes rappelant les consignes, etc... Mais qui est responsable de cet accident, ceux qui sont obligés de manger leur casse-croûte dans l'atelier ou la direction qui refuse de construire un réfectoire hors de l'atelier, parce qu'il est important pour elle d'avoir les travailleurs près de leurs postes de travail, ce qui évite trop de «temps morts», et permet la reprise rapide du travail ? Une fois de plus on essaiera de rejeter la responsabilité de cet «accident», (comme celui de la cimenterie d'Hagondange dans le même département, où découvrant un de ses camarades de travail, qui venait d'avoir la cage thoracique défoncée par un pont-roulant, un ouvrier de 46 ans a été terrassé par une crise cardiaque) sur le dos de la fatalité si ce n'est même sur le dos des ouvriers. Mais les travailleurs de Lormafer ne veulent pas de cette fatalité, ils précisent aujourd'hui qui sont les responsables. Ils n'oublient pas, les assassinats de Liévin, de Sacilor, de Nord-France.

Correspondant

cofal (tours) OUVRIERS ET PAYSANS, NOUS AVONS LES MÊMES ENNEMIS... LE CRÉDIT AGRICOLE

Lutter quand on est 14, c'est possible ; les ouvrières de la COFAL à Loches le prouvent. Depuis le 9 octobre, elles occupent leur usine de confection et elles produisent. (voir QdP n° 64).

18 H-Loches-Vendredi soir Dans l'atelier où elles se sont regroupées à cause du froid, les ouvrières terminent leur travail. Ce soir, elles tiennent un meeting de soutien à la salle des fêtes. En fin d'après-midi elles ont couru les magasins de la ville pour réunir de quoi constituer des lots pour une tombola. Il y en a 150 sur la grande table où elles confectionnent les jouets en peluche pour Noël. «Lutter à 14 ? C'est possible, dit l'une d'entre elles, si l'on créé la solidarité...» «Aujourd'hui, même les commerçants

de la ville sentent que nous avons un courant en notre faveur, alors ils commencent à nous soutenir...»

A 17 H, les ouvrières ont appris qu'un nouvel obstacle était mis en travers du projet de rachat fait par un industriel. Il faudrait, aux dernières nouvelles que le Crédit Agricole soit d'accord avec le rachat prévu, pour qu'il soit effectué. Ayant perdu plusieurs millions dans l'usine, la banque espère récupérer ses billes avec une vente aux enchères et le démantèlement. Et la préfecture de s'en réjouir. Pour elle, comme pour le patronat local, si les ouvrières de la COFAL gagnent, il y aura un précédent, et le plan de restructuration de la région sera compromis. «Il nous faut faire un pas de plus» dit la déléguée

«On verra cela au meeting avec tous les gens qui viennent nous soutenir». A 21 H, 150 personnes s'installent, dans la salle des fêtes. C'est un succès, tout comme à Tours où 700 personnes étaient venues plusieurs jours auparavant pour les soutenir.

C'est bien l'avis des paysans qui sont venus à Loches. Dans la région, beaucoup de petits cultivateurs sont obligés de vendre, et de quitter la terre ou alors c'est l'endettement. La solidarité est indispensable. «Nous avons les mêmes ennemis», et «la preuve on l'a ce soir avec le Crédit Agricole». A la COFAL on est pas prêt de reculer. Et, dans la région, cela se sait. Un jeune travailleur le disait «La plus grosse boîte a

300 ouvriers et depuis un an il y a toute une vague de fermetures dans la région. Les patrons revendent aux plus gros et ils comptent sur la division, sur le fait que nous sommes dispersés, mais les filles de la COFAL, avec leur volonté, elles en remontent à tout le monde. Ça va changer des choses ici. Moi lundi, j'irai avec elles...»

Oui, dans le Lochois et la Touraine, la lutte de la COFAL est un exemple. En faisant l'unité avec les paysans, en produisant, en restant unies et déterminées, les ouvrières de Loches sont en train de démontrer que dans les petites boîtes, la lutte est possible, et que l'on peut vaincre.

Claude VILLARD

politique

en bref ...

l'essence augmente mais les pompistes s'appauvrissent

Les pompistes du midi et du centre repartent à l'action. Les pompistes indépendants se remettent en grève illimitée à partir d'aujourd'hui ; hier, plusieurs pompes à essence de grandes surfaces ont été endommagées par les pompistes en colère. Victimes de la concurrence des grandes surfaces qui peuvent se permettre de vendre l'essence 6 centimes de moins le litre parce qu'elles l'achètent en grande quantité à des tarifs préférentiels, les pompistes sont contraints de plus en plus à la fermeture. La dernière hausse du prix de l'essence : 7 centimes ne leur a pas profité : elle ne leur a permis d'augmenter leur marge que de moins de 1 centime le litre.

le SMIC sera-t-il augmenté au 1^{er} janvier ?

Le SMIC pourrait être augmenté de 2% au 1^{er} janvier, passant de 7,71 à 7,86 francs. Sur la base de 40 heures, cela fait 1368 francs par mois. L'augmentation sera déjà en partie mangée par l'augmentation des cotisations de sécurité sociale de 0,75% applicable au premier janvier. Alors que les postiers, il y a un an, réclamaient 1700 francs minimum, le SMIC, un an après à moins de 1400 francs donne la mesure de la volonté de la bourgeoisie de maintenir les salaires de misère. Seules les luttes pourront arracher au patronat, dans un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière, un recul notable.

«...il faut rétablir le fonctionnement normal de la démocratie syndicale, et cela peut aller jusqu'à l'exclusion». (E. Maire)

Maire coincé entre ses alliés et les travailleurs

Comme nous le relations dans le Quotidien du Peuple de samedi, Maire, après la manifestation du 18, fait mine de se démarquer de la direction CGT. Il revient sur la position de Séguéy à propos de l'unité syndicale. Qu'est-ce à dire : Maire serait-il décidé aujourd'hui à lutter coûte que coûte contre la répression, serait-il décidé à se démarquer de l'Union de la Gauche ? Non, bien sûr.

Cette soi-disant divergence sur l'unité syndicale ne remet en effet nullement en cause l'objectif commun des directions syndicales : « nous sommes unitaires pour des raisons qui dépassent l'efficacité à court terme, pour des raisons de stratégie » a rappelé Maire dans sa déclaration au «Monde». Si la direction CFDT est plus mesurée que la CGT, pour mettre «de l'ordre» dans les organisations syndicales, pour faire la chasse aux ouvriers combattifs et aux révolutionnaires. Cette dernière ne peut que se réjouir, lorsque Maire déclare : «...il faut, dit-il, rétablir le fonctionnement normal de la démocratie syndicale, et cela peut aller jusqu'à l'exclusion». En effet, Maire n'a pas perdu l'espoir de faire triompher le point de vue qu'il défendait au Congrès de Nantes en 73, en pre-



nant ouvertement partie contre les comités de grève, contre la volonté affirmée par les travailleurs de diriger eux-mêmes leurs luttes, contre leur volonté d'entamer la domination réformiste sur la CFDT.

Alors que la bourgeoisie réprime brutalement, qu'elle s'attaque aux libertés démocratiques (droit syndical, droit de grève), au-delà de leurs divergences tactiques, Maire et Séguéy polémiquent sur le meilleur moyen d'éliminer les révolutionnaires des syndicats. Ce n'est pas Giscard qui s'en plaindra : sa violente offensive contre les travailleurs exprime en effet la crainte du pouvoir devant le déve-

loppement des luttes, le mouvement d'ensemble qui se prépare.

Si elle ne peut s'opposer à la montée des luttes, la bourgeoisie compte bien sur les directions syndicales pour les canaliser, pour les maintenir dans des limites acceptables. Forcer les syndicats, et en particulier la CFDT, à se débarrasser des révolutionnaires, tel était aussi l'objectif de Giscard,

Maire qui, l'an passé, avait déjà essayé un échec dans sa tentative de placer la CFDT sous la coupe du PS, sait qu'il doit compter avec sa base. C'est ce qui le rend prudent à quelques

mois du prochain Congrès. Tel est le sens des divergences tactiques qui l'opposent à Séguéy, en marge de la querelle PC/PS. Dans les sections CFDT s'affirme de plus en plus la volonté d'engager la lutte contre la répression, d'exiger la libération et l'arrêt des poursuites contre les inculpés, qui, depuis la dernière arrestation de samedi, sont au nombre de 46. C'est ce courant qui s'est affirmé dans les manifestations du 18 décembre, c'est ce courant que doivent développer les syndicalistes révolutionnaires (dans la CFDT comme dans la CGT), en s'opposant à la répression, aux attaques contre les libertés syndicales.



les libertés... je m'en occupe. pas ruiner plus avant son importante campagne sur les libertés. D'autre part, les dénonciations mesurées de l'utilisation des «moyens administratifs» et de «la répression» sont vraiment curieuses de la

LE P«C»F ET LES CAMPS DE TRAVAIL

Paul LEFORT

SUITE DE LA UNE

Mieux, comme lors de l'affaire Pliouchitch (ce mathématicien ukrainien actuellement torturé dans un hôpital psychiatrique pour ses opinions), le PCF condamne «le recours aux moyens administratifs et à la répression» auxquels il prétend préférer «la lutte politique de masse».

Qu'est-ce qui fait, donc, que le P«C»F ne se satisfait pas, comme à l'accoutumée, du démenti du parti révisionniste soviétique ? Certains commentateurs de la presse bourgeoise prétendent voir là une évolution «démocratique» du P«C»F. Mais cette analyse n'a rien à voir avec la réalité. En effet, le P«C»F se garde bien d'entrer le moins du monde dans la dénonciation réelle de ce qui se passe aujourd'hui en URSS. S'il émet des réserves, il n'aborde pas l'essentiel : la répression de masse, exercée contre les révolutionnaires, contre les ouvriers et les paysans soviétiques. Cette répression, qui, le PC ne saurait l'admettre, n'est qu'un aspect de la restructuration du capita-

lisme dans ces pays où naguère les ouvriers furent les maîtres.

Ainsi, la mise au point de «l'Humanité» apparaît pour ce qu'elle est au fond : une initiative hypocrite, dictée par la nécessité, pour le P«C»F, de ne

part d'un parti qui s'est empressé, depuis trois semaines, de cautionner en France, l'utilisation des «moyens administratifs» et de la «répression» à l'encontre des syndicalistes et des soldats emprisonnés !

Les «moyens administratifs» la «répression» qu'il condamne apparemment aujourd'hui en URSS, le P«C»F s'apprête en fait, si jamais il parvient au gouvernement, à les utiliser. Le programme commun reprend, par exemple, expressément,

les dispositions dont la bourgeoisie s'est servie en 1968, pour interdire les organisations révolutionnaires. Les agressions physiques incessantes de militants, dans les luttes et dans les manifestations, de la part du P«C»F, sont aussi un signe de ses intentions réelles.

L'attitude de «l'Humanité», en fin de compte, apparaît comme une parade sans lendemain, une feuille de vigne bien dérisoire au regard des actes quotidiens et des intentions réelles du P«C»F.

LA ZIZANIE DANS LE CAMP SOCIAL-IMPÉRIALISTE

Les contradictions qui apparaissent entre le P«C»F et le PC d'Union Soviétique, au sujet du film de la télévision, sont à replacer dans la situation plus générale du camp des partis révisionnistes. Elles ne viennent pas améliorer les relations internes entre les différents partis. La semaine dernière, c'était Carrillo, secrétaire du parti espagnol, qui déclarait qu'il fallait «une restructuration de l'internationalisme», marquant par là

son désir de prendre des distances avec ce qu'il appelle «les partis-Etats de l'Est».

Si l'on pense en outre à l'échec de la réunion des partis d'Europe le mois dernier, aux divergences entre Moscou et le parti italien, ainsi qu'à l'intérieur même du COMECON, on s'aperçoit que les contradictions, dans le camp révisionniste, bien loin de s'apaiser, s'avivent tous les jours.

PARIS-RHÔNE : RÉPRESSION CONTRE LES TRAVAILLEURS

Les postes les plus durs, les avertissements, les mises à pied, les déclassements, etc... ne suffisent pas toujours à décourager les ouvriers de Paris-Rhône qui ont été les plus combattifs pendant la lutte. Charrière (PDG de PR) ajoute alors des coups et blessures, inculpations montées de toutes pièces et formulées à la hâte pendant la grève. Voilà en effet que des «victimes» contestent aujourd'hui ces inculpations et affirment ne pas avoir vu d'où venait les coups.

A la dernière AG, les grévistes

décidaient de partager entre les licenciés l'argent restant sur le compte du Comité de grève ; depuis la CGT bloque ces fonds en refusant de donner sa signature, prétextant que les licenciés touchent des allocations de chômage ! Elle ne compte pas en effet venir en aide aux meneurs d'une action «averturiste» qui «n'ont que ce qu'ils cherchaient». Son problème aujourd'hui, c'est redorer son blason, en distribuant l'argent des dernières collectes et du gala de soutien - auxquels elle n'a pas participé ! - à l'intérieur de Paris-Rhône. Cette nouvelle manœuvre est claire aux yeux des travailleurs :

«Moi, on m'a proposé 30F pour soi-disant me venir en aide, je n'en veux pas, il revient aux licenciés. Après ce que vous avez fait c'est de la récupération», leur déclarait une ouvrière.

VENDÉE : CHÔMAGE ET INTENSIFICATION DU TRAVAIL

La Vendée compte actuellement 6300 chômeurs. Le patronat local voudrait bien ne pas en rester-là : qu'on en juge ! Aux établissements Bernard, à Saint Gilles Croix de Vie, 35 licenciements sont annoncés sur 65 personnes que compte l'entreprise. Aux Sables d'Olonne, c'est la direction de la coopérative «Pêcheurs de France» qui envisage de mettre à la rue 84 travailleurs. Le Sud Vendée n'est pas «oublié» puisque à Fontenay le Conte, le patron de chez Guichard (carrosserie industrielle) vient d'annoncer le licenciement de 49 ouvriers.

Mais les capitalistes locaux ont peur que les travailleurs vendéens ripostent massivement à ces attaques. Ainsi, toujours dans la même ville, le patron de l'entreprise SKF entreprend systématiquement la chasse aux dirigeants syndicaux. Il y en a assez ! Alors que d'un côté, se multi-

plient le chômage, les travailleurs qui ont la «chance» de continuer le travail voient leurs conditions de travail s'aggraver de plus en plus : ainsi, chez Bideman, ou à Big Chief (habillement), les ouvriers sont obligés de suivre des cadences démentielles. A l'exemple des ouvriers d'Esswein, les travailleurs de la région refuseront de faire les frais des «faillites» en tout genre qu'agitent les patrons du département. Les manœuvres grossières des patrons, comme à Esswein, justement, où la direction vient de distribuer un tract ordurier contre les grévistes avec comme titre «notre entreprise immobilisée par la grève» n'y pourront rien. Oui, la lutte pour le droit au travail fera reculer les espoirs des capitalistes locaux de faire «supporter en douceur» aux travailleurs leurs «difficultés».

Correspondant

STIRN ET CHIRAC EN GUYANE

ils précèdent 30000 colons

LA NOUVELLE POLITIQUE COLONIALE

Stirn et Chirac doivent se rendre en Guyane après avoir traversé la Guadeloupe et la Martinique, tous trois dits «départements d'Outre-mer», à 9 000 km de la France ! Que ce soit des colonies ne fait aucun doute quand la Guyane doit tout importer de la France, de même la Martinique et la Guadeloupe, quand leurs fils et filles sont obligés de venir en France pour avoir du travail parce que les capitalistes français empêchent tout développement économique dans leurs pays pour s'assurer des marchés.

Mais le voyage en Guyane revêt une signification particulière : le gouvernement affirme avec éclat sa volonté de renforcer encore la colonisation de ce pays par l'application du plan Stirn présenté en août dernier. Sous couvert de favoriser le développement économique, ce plan prévoit de briser le peuple guyanais, d'effacer son histoire, pour l'empêcher de poursuivre sa lutte pour l'indépendance nationale, en installant 30 000 nouveaux colons.

Cette politique criminelle ne vise pas seulement à empêcher le peuple guyanais de conquérir son indépendance. Elle vise, à l'heure où dans leur majorité, les peuples du monde ont brisé les chaînes du colonialisme, à défendre les derniers lambeaux de l'empire colonial français. C'est la révision de la politique coloniale, face à la montée du mouvement des derniers peuples colonisés. Et cette révision, c'est le renforcement de la colonisation, le renforcement des DOM, d'un côté, tandis que de l'autre, Stirn essaie de mettre sur pied un pouvoir fantôme dans le cadre de l'indépendance à Djibouti.

Le voyage de Chirac/Stirn est lourd de menaces pour les peuples antillais et guyanais. Dès aujourd'hui, nous devons nous ranger à leur côté pour combattre le plan Stirn pour la Guyane, le renforcement du colonialisme aux Antilles. Les peuples guyanais et antillais affronteront de rudes combats, notre soutien ne faille pas.

A Noël, l'an dernier, Chirac et Stirn envoyaient les gardes mobiles et la légion contre les manifestants de Cayenne, capitale de la Guyane. Huit patriotes guyanais étaient déportés à la prison de la Santé, à Paris, à la demande de la Cour de Sécurité de l'Etat. Cette année, Stirn et Chirac vont passer Noël là-bas. Non parmi le peuple guyanais mais dans le chancre colonial de Kourou, complètement

étranger à la Guyane, que leurs projets veulent agrandir. Alors qu'il y a 60 000 guyanais, le gouvernement prévoit d'envoyer 30 000 colons, 2 milliards ou plus de crédits «pour la mise en valeur de la Guyane». C'est le plan Stirn, un vaste plan de colonisation que le gouvernement français oppose à la volonté que le peuple guyanais affirme année après année de conquérir son indépendance.

LES VIEUX RÊVES COLONIAUX DE STIRN

Un nouvel Eldorado, une nouvelle ruée vers l'or : c'était les titres de la presse, quelques semaines après l'annonce, par Stirn, de l'envoi de 30 000 français en Guyane, dans le cadre d'un plan de mise en valeur qui se veut ambitieux. Tout s'articule autour de la construction d'un complexe de pâte à papier, que l'entreprise US Parsons et Watney devrait construire, «la majorité des capitaux étant détenus par la France !». L'usine devrait produire 250 000 tonnes de pâte à papier par an et permettre à la France de dépendre moins exclusivement des importations en provenance des pays scandinaves, de plus en plus chères.

La Guyane est grande comme le Portugal, 1/5^e de la France, 95 % de sa surface est recouverte par la forêt amazonienne. On envoie des hommes pour mettre en valeur la forêt qui fournira la matière première à l'usine. On prévoit de construire des routes, un port, un aéroport. Et voilà ! Il suffit de quelques milliards, pas beaucoup et l'affaire est faite ! Tout pour les capitalistes et les colons français, rien pour le peuple guyanais !

MÊME LES POTEAUX TÉLÉPHONIQUES VIENNENT DE FRANCE

M. Stirn ignore-t-il qu'au moment où il parle de soutenir les petites scieries là-bas sur les bords du Maroni ou de la Sinnamary, à 9 000 km de la France, trois scieries viennent de fermer ? Bien sûr qu'il ne l'ignore pas, comme il sait parfaitement que la quasi totalité des jeunes qui refusent de se faire déporter par le BUMIDOM, sont en permanence au chômage partiel, ne travaillant qu'épisodiquement, et en quelque sorte par roulement selon un système subtil rôdé au cours des siècles derniers.

Il le sait parfaitement parce que c'est sa classe, la classe qui opprime les ouvriers en France, qui a détruit l'agriculture vivrière des Guyanais, qui a ruiné toute tentative de mettre en place une petite industrie locale, notamment depuis que cette colonie est devenue un «département» en 1946.

Voyez ce que ça rapporte : l'État versait en 1970, 231 millions de francs, les

entreprises commerciales et autres secteurs privés envoyaient en France 359 millions ! Tout vient de France, même les poteaux téléphoniques et le toit en

bois du nouvel aéroport de Rochambeau, oui, même le bois vient de France. La Guyane a été transformée en déversoir des marchandises françaises, ce qui



CE QU'ILS EN PENSENT antillais, guyanais et pays des caraïbes contre le plan de stirn

NON A L'INVASION DE LA GUYANE PAR UN PEUPLE ETRANGER (extraits)

(...) Pour demeurer en Guyane, la France a recours à une vaste immigration de colons français dont trente mille seront installés dans un premier temps. Il s'agit d'une substitution de population comme en Palestine car dans le même temps l'émigration facile et gratuite vers la France des forces vives de la Guyane et surtout sa jeunesse est systématiquement organisée par le BUMIDOM (...)

Les organisations sous-signées :

(...) proclament la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au

LES PAYS DES CARAI-BES de leur côté ont dénoncé au début du mois de décembre «cette tentative délibérée de recolonisation du territoire de Cayenne et de renforcement de la présence métropolitaine aux Caraïbes (...). La France contrarie le processus d'autodétermination et prive le peuple de Cayenne d'une souveraineté permanente sur ses ressources naturelles.

LE RASSEMBLEMENT DE L'EMIGRATION ANTILLAISE ET L'UEG ont publié un communiqué : la politique

colonialisme français en Guyane (...) A cette fin notamment, condamnent sans appel le plan Stirn (...) s'opposent à la distribution systématique des terres au détriment des Guyanais qui n'en possèdent pas et ne peuvent en obtenir (...)

Fait à Cayenne le 23 octobre 1975

Mouvement National Guyanais (MNG) Mouvement Guyanais de Décolonisation (MOGUYDE) Union des Etudiants Guyanais (UEG) Union des Travailleurs Guyanais (UTG, le seul syndicat des ouvriers guyanais, s'est officiellement prononcé pour l'indépendance en 1971) Mouvement des Femmes de la Guyane, Fo-Nou-Libéré la Guyane (FNLG).

d'émigration systématique vers la France «risque de priver les Antilles et la Guyane de leurs forces vives et de leur jeunesse et de réaliser une substitution de population (...)» tel que le prévoit le plan STIRN pour la Guyane.

«C'est pourquoi le REA et l'UEG lancent un appel à l'opinion publique française et internationale pour demander au gouvernement français de mettre un terme à ces pratiques qui, si elles se poursuivaient mettront en péril l'existence même de la communauté Antillo-Guyanais».

tout pour les colons, RIEN POUR LE PEUPLE GUYANAIS

POUR LES 30 000 COLONS		POUR LA GUYANE	
Route	30 millions	Agriculture	150 000 Francs
Port	60 millions	Santé	2,4 millions
Aéroport	plusieurs centaines de millions	Éducation	11 millions (augmentation de 111 %)
Usine	1,5 milliard	Jeunesse et sports	1 million
TOTAL Au moins 2 milliards		au plus 15 millions	

Ce sont les chiffres tels qu'ils ont été publiés jusqu'à présent. Certaines mesures s'y ajoutent, non encore chiffrées dans leur ensemble : encouragement aux petites entreprises, aux petits pêcheurs, extension des terres cultivées (!) toutes s'adressent en priorité aux nouveaux colons et sont censées faciliter leur installation. Quant aux dépenses santé, éducation, jeunesse et sport, d'une part elles faisaient déjà partie du budget prévu pour une partie, d'autre part, elles serviront à l'infrastructure sociale nécessaires à l'accueil des colons. Quant aux Guyanais, ils seront toujours aussi mal soignés dans des hôpitaux surchargés, tandis que près de 20 % de leurs enfants resteront illettrés.

Le comble est atteint avec la subvention pour le développement de la petite agriculture : 150 000 francs, même pas un bulldozer pour toute la Guyane !

engraisse les compagnies de transport, les commerçants, et appauvrit le peuple guyanais. Et le plan Stirn ne prévoit en rien de changer cela.

Enfin ce fut Kourou le grand centre spatial ; nouvel échec : le centre tourne au ralenti. Les grands buildings, style ZUP, restaient inoccupés : on y installa la légion. Le projet de Stirn est de relancer Kourou, d'agrandir la ville française en béton français, peuplée de Français, que les Guyanais ne font que traverser pour se rendre dans leur vieux Kourou, fait de maisons basses, en bois.

Envoyer 30 000 Français en Guyane, quand le peuple Guyanais compte 60 000 membres est une tentative pour briser ce peuple, noyer ses aspirations sous les intérêts des colons, qui par leur nombre et leur pouvoir tenteront d'étouffer toute revendication d'indépendance, fruit de son histoire.

LES PLANTATIONS BRULAIENT : LE PEUPLE GUYANAIS LUTTAIT

Au 18^{ème} siècle les esclaves se soulèvent dans toutes les colonies de la région. Pendant la révolution française, les esclaves de Guyane brûlent les récoltes, quittent les plantations, imposant une première abolition de l'esclavage. Comme les anciens esclaves refusent de travailler sur les plantations, la bourgeoisie impose le travail forcé. Des plantations brûlent à nouveau, les troupes françaises massacrent et en 1802 Napoléon rétablit l'esclavage. Mais les soulèvements ne cessent pas, ils ne cessent jamais jusqu'à l'abolition définitive de l'esclavage. Voilà le creuset dans lequel s'est forgé le peuple guyanais. Il n'a jamais cessé de lutter contre le colonialisme et depuis plusieurs années il s'organise de plus en plus massivement sous le mot d'ordre d'«indépendance nationale». Voilà ce que Stirn veut faire disparaître avec son prétendu plan de développement : toute l'histoire du peuple guyanais, toute sa réalité, en le noyant sous un flot de colons, afin de conserver la Guyane.

APRÈS L'ÉCHEC DE KOUROU, FAIRE KOUROU EN GRAND

Le plan Stirn ressuscite une vieille forme de l'exploitation de la Guyane : le pillage de ses richesses naturelles. Depuis des années les minerais sont recensés mais pas exploités, comme s'ils étaient gardés en réserve ; depuis des années l'exploitation de la forêt périclète.

De 1640 à 1848, les esclaves étaient amenés d'Afrique pour travailler sur les plantations, défricher la forêt vierge. En 1848, les esclaves révoltés en Guyane et la classe ouvrière insurgée à Paris imposèrent l'abolition définitive de l'esclavage. Dès 1852 la bourgeoisie organisa le bagne, les forçats remplacèrent les esclaves affranchis. En 1936, l'ignoble bagne fermait.

Pour restaurer ce pillage, Stirn poursuit le vieux rêve colonial en Guyane : la transformer en colonie de peuplement. En 1963 10 000 Français émigrèrent à Kourou : 8 000 morts, 500 seulement restèrent en Guyane. Puis ce fut le bagne, les forçats devaient rester à vie en Guyane s'ils avaient été condamnés à plus de huit ans ; les conditions du bagne étaient si terribles que nombre d'entre eux mouraient avant la fin de leur peine, les rescapés cherchaient à s'enfuir dès leur libération.

Le peuple guyanais forgé dans d'héroïques combats ne se laissera pas soumettre, comme il ne s'est pas laissé soumettre ni par les planteurs, ni par la troupe !

Grégoire CARRAT

politique

«tribune de discussion» dans «l'humanité» pour le 22^e congrès.

le p «c» f tente de justifier sa «voie démocratique» au socialisme

Dans le cadre de la préparation de son 22^e congrès, le P«C»F a publié un document définissant son projet politique. Dans «l'Humanité», s'est ouvert la «tribune de discussion». Celle-ci a un rôle très précis. Ce n'est pas un moyen pour le parti révisionniste de définir sa ligne et l'enrichissant par les contributions de ses membres. Il y a longtemps que le centralisme démocratique a été remplacé par le centralisme bureaucratique.

P«C»F de prévenir, de répondre à l'avance aux interrogations qui sont celles des travailleurs et de certains de ses membres face aux fausses solutions que leur propose le P«C»F. Le procédé consiste à laisser s'exprimer certains points de désaccord (rigoureusement choisis) pour publier ensuite un flot de réponses destinées en fin de compte à justifier, appuyer l'orientation fixée par le parti révisionniste.

fabriqué par la direction du parti révisionniste, révèle cependant que les contradictions qui l'oppose aux travailleurs sont bien réelles.

On se souvient que l'an dernier, le P«C»F s'était servi de cette tribune pour répondre aux réticences qui s'affirmaient au sujet de l'abandon de l'affirmation du socialisme au profit de l'«union du peuple de France».

Cette année, le thème tourne autour de la question des libertés et des voies de passage au socialisme.

Le but du P«C»F étant en effet la conquête d'un pouvoir qu'il n'a pas et l'élargissement de ses propres moyens d'expression, reste la question de comment y parvenir, celle du «rapport de force», posée par J-P Bloch et J-P Besse. C'est très précisément ce point-là que le P«C»F veut mettre au centre de toute la tribune de discussion.

Leprince évoquant «la tendance de la bourgeoisie à utiliser tous les moyens possibles pour préserver ou reconquérir sa domination» prend bien soin d'indiquer que «la voie démocratique au socialisme, ce n'est assurément pas l'absence de luttes» et cite le document : «c'est une suite de luttes opiniâtres, de luttes de masse pour modifier toujours plus le rapport de forces social et politiques au profit des travailleurs et des couches populaires». Mais, conclue-t-il : «supprimer ce passage essentiel du document : «le progrès incessant de la démocratie sera la condition du développement du socialisme», serait en définitive remettre en cause toute la stratégie du parti».

Voilà donc la difficulté que rencontre aujourd'hui le P«C»F face à une interrogation de la classe ouvrière : comment parvenir au socialisme ?

une «lutte acharnée et complexe»

C'est encore cette question que la tribune de discussion veut poser en donnant la parole à Evelyne Van der Heim de Grandin. Elle écrit : «jamais dans aucune révolution dans l'Histoire, la classe bourgeoise ne s'est laissée déposséder, expropriée sans broncher. Elle a un formidable appareil d'Etat entre les mains et on peut dire qu'en ce moment, elle l'astique, le perfectionne pour mieux se défendre... Nous devons être

des lettres de réponse dont l'une dit en substance qu'on n'est plus du temps de Lénine, que «les temps ont changé» et que «les conditions sont plus favorables... La lutte politique, idéologique et économique suffiront à battre la bourgeoisie» et ajoute «mais nous n'excluons aucun moyen, aucune hypothèse a priori». Et le document lui-même a recours à cette formule : «le remplacement du capitalisme par le socialisme suppose une lutte de classe acharnée et complexe. Mais la révolution n'est pas synonyme de violence». Nous voici en présence de l'idée fondamentale que la tribune de discussion veut faire ressortir.

l'éventualité du mouvement d'ensemble

Face aux échecs répétés du P«C»F dans les dernières élections depuis les présidentielles de 1974, des doutes apparaissent dans la classe ouvrière (et se reflètent chez certains militants du P«C»F) sur la validité de la voie électorale pour parvenir au pouvoir. En outre, dans les dernières luttes depuis quelques mois, les travailleurs ont à s'affronter de plus en plus régulièrement, à l'appareil répressif de la bourgeoisie, à l'intervention systématique des CRS. Et les procès de syndicalistes devant la Cour de Sûreté de l'Etat, le renforcement autoritaire du pouvoir, les menaces que le gouvernement giscardien fait peser sur les libertés des travailleurs, tout cela ne peut que confirmer l'idée chez les travailleurs de l'inévitable affrontement que prépare la bourgeoisie.

Le P«C»F se voit contraint de se préparer à l'éventualité d'un mouvement d'ensemble, d'un mouvement de lutte de grande ampleur de la classe ouvrière. Il envisage dans ces conditions d'accéder au pouvoir éventuellement en dehors d'une échéance électorale prévue, mais à la faveur de ce mouvement d'ensemble de la classe ouvrière. Se préparant à cette éventualité, il doit y préparer les travailleurs.

Une correspondance pose «naïvement» la question : «voie démocratique et voie pacifique, est-ce tout à fait pareil ? Voie pacifique pourrait laisser croire que cela se fera sans luttes. La voie démocratique, comme le montre le texte, sera l'objet d'un rapport de force, cela ne se fera pas sans lutte, car la bourgeoisie ne renonce jamais de plein gré à ses privilèges».

Il s'agit donc pour le P«C»F, non pas d'abandonner la voie électorale, mais dit-il dans son document «les travailleurs ne peuvent pas se limiter à exercer leur droit de vote tous les cinq ou sept ans... Il faudra à chaque étape déployer une grande activité pour faire échec aux manœuvres réactionnaires».

Mais s'il met en avant la nécessité d'une «lutte acharnée et complexe», formulé suffisamment vague pour tenter de laisser subsister l'illusion d'un P«C»F «parti révolutionnaire», il lui faut cependant dénigrer la violence révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie. Il la réduit à la «conception des minorités agissantes» qui conduisent «à l'aventure, l'isolement, la défaite».

Le socialisme ne peut s'instaurer, ni se construire et se maintenir si le prolétariat n'exerce pas sa dictature, si les ouvriers et les paysans n'exercent pas une contrainte contre les exploités pour abolir de fond en comble le capitalisme et pour construire le socialisme. C'est cela qu'en fin de compte le P«C»F veut masquer aux yeux des travailleurs.

Fabien Vaudois

C'est à plusieurs reprises qu'est soulevé, dans la tribune de discussion de l'Humanité, un aspect du document préparatoire au 22^e congrès du P«C»F.

Il affirme d'une part : «la grande bourgeoisie exploiteuse ne renonce jamais de plein gré à sa domination et à ses privilèges. Elle a toujours tendance à utiliser tous les moyens possibles pour les préserver et les reconquérir. L'expérience douloureuse du Chili, celle du Portugal en témoignent». Il affirme par ailleurs : «le droit à l'existence et à l'activité des partis d'opposition seront reconnus». Le P«C»F «garantira l'existence des droits de contestation et d'opposition à la minorité».

C'est assurément une des contradictions de la stratégie révisionniste du P«C»F. Alors que la bourgeoisie peut «utiliser tous les moyens» pour maintenir sa domination, le P«C»F lui en laisse la possibilité.

C'est une interrogation qui est à juste titre celle des travailleurs et le P«C»F, dans la tribune de discussion, la pose donc à sa manière pour y répondre à sa manière.

Un certain J-P Bloch, donc demande : «ne sommes-nous pas un peu naïfs ?» dans ces conditions «le peuple sera-t-il en mesure de se déterminer pour aller vers le socialisme ?» Il admet tout à fait la logique révisionniste selon laquelle «à chaque étape de la construction de la société nouvelle, l'assentiment du suffrage universel sera la condition de la poursuite des transformations engagées». Il considère que les réformes du programme commun rendront «les conditions plus favorables». Il accepte aussi de soumettre au suffrage universel, à une victoire électorale, la possibilité d'instaurer le socialisme. Mais ce qu'il met en doute, c'est uniquement le maintien du rapport de force en faveur de la gauche si le P«C»F laisse la liberté d'expression aux partis et journaux de droite.

C'est la même question que pose à son tour un J-P Besse. Mais il propose, lui, comme solution que «le document final ne comporte pas ces garanties» de liberté pour les partis d'extrême-droite, les partis d'opposition.

des libertés pour qui ?

La réponse à ces questions ne se fait pas attendre (!) ; c'est Leprince (du bureau fédéral du Rhône) qui est chargé en l'occurrence de rappeler, et souligner la position du P«C»F : «bien sûr, le Parisien Libéré pourra continuer à paraître, mais sans aide des fonds publics, s'il reste la propriété du groupe capitaliste Amaury : ce n'est pas une si mince différence». Quelle «socialisme» nous propose le P«C»F ! Certes la suppression d'aide de l'Etat à Amaury n'est pas négligeable ; mais il admet la possibilité que ce torchon réactionnaire puisse continuer à paraître, qu'Amaury en reste propriétaire. N'aura-t-il pas alors la possibilité de se procurer d'autres fonds que ceux de l'Etat ? Quelle «différence» alors pour les travailleurs du Parisien Libéré... et ses lecteurs.

Mais si le P«C»F envisage de mettre certains obstacles (financiers) à la presse de droite, c'est essentiellement pour favoriser la sienne. Ce projet se précise ensuite : des dispositions économiques permettant au

P«C»F de s'exprimer «à l'égal des autres, sera-ce négligeable ?» et Leprince poursuit «la proposition de supprimer la garantie des libertés est d'ailleurs dangereuse», car elle «pourrait éventuellement se retourner contre les meilleurs défenseurs de la liberté» (sous-entendu : le P«C»F).

Pour rassurer la bourgeoisie, toutes les «couches moyennes» (PME, cadres) qui constituent pour lui une base sociale électorale pour accéder au pouvoir et dont il fait les dirigeants privilégiés de son capitalisme d'Etat, il doit affirmer ses intentions démocratiques à leur égard ; il doit se présenter comme le défenseur des libertés.

Mais de quelles libertés s'agit-il ? Est-ce réellement celles des travailleurs pour qu'ils exercent leur pouvoir ? Alors qu'aujourd'hui ceux-ci aspirent à prendre en main leurs luttes, à prendre eux-mêmes démocratiquement les décisions dans le syndicat ou le comité de grève, ils se heurtent à l'attitude d'hostilité du P«C»F à leur égard. Alors que les mineurs de Liévin prenaient eux-mêmes en main, dans la Commission Populaire d'Enquête, la recherche de la vérité et la dénonciation des Houillères par un tribunal populaire, ils ont dû se battre aussi contre les calomnies et la répression du P«C»F.



Le SO du P«C»F à l'action contre les travailleurs lors de la manifestation sur les libertés

Les libertés que veut ce parti, c'est pour lui et pour la couche de cadres gestionnaires de son projet de capitalisme d'Etat. Pour cela, il doit en fait restreindre celles de la bourgeoisie actuellement au pouvoir. Mais ce n'est pas pour les donner à la classe ouvrière, pour qu'elle exerce, réellement, directement, elle-même, le pouvoir.

le «rapport de force»

Dans ces conditions, il peut recourir à des épreuves de force, comme c'est le cas au Portugal pour le parti révisionniste, afin de se mettre en position favorable face aux autres partis bourgeois. Mais cela n'a rien à voir en l'occurrence avec la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière pour accéder au pouvoir, l'exercer et le conserver.

Le P«C»F a besoin cependant de conserver son influence dans la classe ouvrière afin de l'utiliser comme masse de manœuvre pour le pousser au pouvoir.

C'est pour ces raisons que le P«C»F aujourd'hui doit prendre en considération les doutes de la classe ouvrière vis à vis de sa voie de passage au socialisme.

conscients que tant que nous ne détruirons pas de fond en comble les fondements de l'Etat capitaliste, la bourgeoisie s'en servira pour déclencher la guerre aux travailleurs comme au Chili... C'est la bourgeoisie décadente qui prend l'initiative de la guerre civile. Nous ne devons jamais sousestimer cette éventualité, car sinon quand serons-nous prêts ?» Et elle conclut en citant Lénine : «certes, la classe ouvrière préférerait prendre le pouvoir par des moyens pacifiques ; mais renoncer à la prise du pouvoir par la voie révolutionnaire serait une folie de la part du prolétariat... Il est fort probable, c'est même l'hypothèse la plus probable, que la bourgeoisie ne vaudra pas s'effacer pacifiquement devant le prolétariat, mais qu'au moment décisif, elle usera de la violence pour défendre ses privilèges... Borner l'action du prolétariat en tout état de cause à la seule démocratisation, c'est, répétons-le rétrécir et avilir d'une façon tout à fait arbitraire la notion de socialisme».

Les remarques d'Evelyne Van der Heim sont parfaitement justifiées ; mais si le P«C»F publie une telle lettre dans l'Humanité à la veille de son congrès, ce n'est pas sans intention calculée. Cela lui permet de justifier sa position de la manière suivante. Il publie

bloc-notes

L'indemnisation des chômeurs

Nous exposerons aujourd'hui comment sont calculées les allocations dites d'aide publique et sous quels prétextes elles peuvent être supprimées.

Ces allocations sont versées en proportion du salaire sur la base de 40 % de la moyenne des salaires des 3 derniers mois et ce, pendant une durée de 3 mois.

Ensuite, pendant 9 autres mois, l'allocation tombe à 35 %.

Pour tous les travailleurs âgés de moins de 50 ans, la durée maximum de versement des allocations est de 1 an, en principe.

Il existe cependant un allongement de la durée de versement des prestations pour les travailleurs âgés. Le patronat sait en effet pertinemment que ceux-ci ont beaucoup plus de mal encore à se réinsérer dans le monde du travail puisque moins rentables.

Les travailleurs âgés de 50 à 55 ans perçoivent les allo-

cations pendant 609 jours dont les 182 premiers au taux de 40 % et le reste à 35 %.

Les travailleurs âgés de 55 à 58 ans perçoivent les allocations pendant 730 jours dont les 365 premiers au taux de 40 % et le reste à 35 %.

Les travailleurs âgés de 58 ans et plus ouvrent droit à 730 jours à 40 % puis ensuite tombent en «garantie de ressource».

L'âge s'apprécie à la date de la rupture du contrat de travail.

...Au delà de 60 ans et sous certaines conditions le travailleur touchera la «garantie de ressources» jusqu'à 65 ans. La garantie de ressource sera examinée dans les «cas spéciaux».

Par mesure individuelle, et sur justification, des prolongations d'indemnisation peuvent être accordées quel que soit l'âge du chômeur. Pour ce faire, il faut s'adresser à l'Assedic et contacter son syndicat. En effet, CGT et CFDT entre autres participent aux instances de décision.

Mais ces allocations sont supprimées si :

- le chômeur cesse de pointer
- s'il refuse un «emploi convenable». Il a donc toujours intérêt à motiver son refus d'un emploi.

- s'il refuse de suivre des cours de formation pour perfectionnement professionnel.
- s'il ne répond pas à une convocation de l'agence.

Cet ensemble de conditions permet à l'UNEDIC de rayer de ses listes de nombreux ouvriers qui, pour une raison ou pour une autre : méconnaissance du règlement par exemple, oublient de pointer. Ceci permet également sous prétexte de refus d'un emploi de supprimer l'allocation d'aide publique, même si l'emploi proposé ne convient pas.

A noter qu'en cas de décès du chômeur le conjoint a droit à percevoir une certaine somme (assez importante). Se renseigner auprès de l'Assedic.

(à suivre)

télévision

programme

- LUNDI 22 DÉCEMBRE**
- TF 1**
13 h 30 - DAVID COPPER-
*FIELD
14 h 35 - L'AMI FRITZ
19 h 20 - ACTUALITÉS
RÉGIONALES
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - AU THÉÂTRE CE
SOIR «Le noir te
vas si bien»
22 h 40 - SHOW PAUL
ANKA production
américaine
23 h 30 - JOURNAL et fin
- A 2**
15 h 20 - LES INCOR-
RUPTIBLES
19 h 20 - ACTUALITÉS
RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LA TÊTE ET LES
JAMBES
21 h 45 - TF/A2*
22 h 45 - JOURNAL et fin
- FR 3**
19 h 20 - ACTUALITÉS
RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - LES PETITS
PAPIERS DE
NOËL
20 h 30 - PRESTIGE DU
● CINÉMA
Le diable par la
queue
22 h 00 - JOURNAL
22 h 15 - FIN DES
ÉMISSIONS

- MARDI 23 DÉCEMBRE**
- TF 1**
19 h 20 - ACTUALITÉS
RÉGIONALES
20 h 30 - MICHEL
STROGOFF
22 h 05 - THIERRY LE
LURON SUR TF1
23 h 00 - JOURNAL et fin
- A 2**
19 h 20 - ACTUALITÉS
RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - LES DOSSIERS
DE L'ÉCRAN
22 h 00 - DEBAT
23 h 15 - JOURNAL
22 h 40 - FIN DES
ÉMISSIONS
- FR 3**
19 h 20 - ACTUALITÉS
RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - JOURNAL
20 h 30 - LES HORIZONS
SANS FRONTIÈRES
22 h 40 - JOURNAL et fin

NOTRE SÉLECTION

● Des aristocrates ruinés transforment leur château délabré en hôtel de luxe pour pouvoir continuer à mener grand train sans trop se fatiguer. Parmi leurs clients, d'étonnants personnages... L'idée n'est guère originale, mais quelques bons gags parsèment le film, la drôlerie de l'interprétation, le co-casse des situations qui s'enchaînent dans un rythme alerte font de ce film sans prétentions, un bon divertissement.

* Émission intéressante

des films à voir

Les fêtes de fin d'année sont l'occasion pour aller voir ou revoir des films anciens et récents. Nous en avons sélectionnés quelques uns parmi les plus intéressants à voir.

«T'as pas cent balles» («Brother can you spare me a dime ?») - Film montage de P. Mora. Film montage d'extraits de grands films hollywoodiens des années 30 et de bandes d'actualités de la même époque. La juxtaposition de ces deux éléments permet de mieux voir quel peut être le rôle d'un cinéma «officiel» pendant une période de crise.

«Monty Python, sacré Graal» (Britannique - 1974 - de T. Gillian et T. Jones). Gag énorme reposant sur la satire du célèbre roman des chevaliers de la table ronde. Une parodie critique du moyen âge et de son cortège de mysticisme.

«Le voyage des comédiens» (Grec - 1975 de T. Angelopoulos). L'histoire de la Grèce vue par une troupe

de comédiens voyageant à travers le pays de 1939 à 1952.

«Aguirre ou la colère de dieu» (Allemand - 1972 - de W. Herzog avec Klaus Kinsky). L'auto-destruction d'un groupe de conquistadores. Le vrai visage de ceux qui apparaissent encore trop souvent comme des héros.

«Guerre et amour» (1975 - de Woody Allen). Le «Guerre et paix» de Tolstoï revu et corrigé par Woody Allen... un meilleur niveau que ses autres films. C'est une bonne parodie de l'idéalisme des grandes «œuvres».

«Le Liban dans la tourmente» (Libanais 1975 de J. Saab et J. Stocklin). Reportage sur la situation au Liban, au moment des premières provocations phalangistes (juin/juillet). Le point de vue révisionniste sur la crise libanaise. Nous reviendrons sur ce film.

«La dernière tombe à Dimbaza» (Sud-africain - 1974). La dénonciation de l'apartheid.

feuilleton

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

Il y a bientôt un an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête se mettait en place. Son travail conduit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée ; Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

DANS LES FOSSES LE RENDEMENT AU MÉPRIS DE LA VIE DES MINEURS

«CHAQUE JOUR EN TAILLE C'EST UNE LOTERIE»

Le salaire de base est d'environ 1 500 F (mars 74) pour les abatteurs de catégorie 4 et en plus il y a les primes, elles sont accordées en fonction d'un certain métrage de charbon abattu ou d'un certain nombre d'étaçons déplacés dans la taille.

Mais, ce métrage de charbon ou ce nombre d'étaçons dépend du terrain qui est plus ou moins accidenté. Cela varie chaque jour, au fur et à mesure de la progression dans la taille de charbon.

Les accidents du terrain qui ralentissent l'avancée dans la taille peuvent très bien faire qu'au cours

d'une journée, les mineurs, même en fournissant l'effort maximum, ne gagneront pas plus que le barème de base. Car le «service des salaires», composé de porions, qui classe le terrain en «facile», «moyen», «difficile», etc, profite des moments où le terrain est plus facile pour fixer les barèmes qui ne correspondent plus à la réalité les jours suivants : celle d'un terrain accidenté !

INDIVIDUEL OU COLLECTIF, AVEC LE SALAIRE AU RENDEMENT, C'EST TOUJOURS «AHUE ! AHUE !»

Dans le bassin du Nord Pas-de-Calais, la manière dont est calculée le salaire au rendement n'est pas la même selon les puits, selon les tailles. En certains points du bassin comme Oignies près de Douai, c'est encore le salaire au rendement individuel, il est pratiqué dans des tailles très accidentées, surtout fortement inclinées, qui rendent difficile la mécanisation. On suit le rabot ou le marteau-piqueur en soutenant le toit de la veine avec des étaçons individuels, sorte de piles en acier que l'on déplace isolément.

Dans les tailles à soutènement marchant, c'est le salaire au rendement collectif qui est de plus en plus généralisé.

Dans les 2 cas : individuel et collectif, avec le salaire au rendement, le but recherché par les Houillères est toujours le

même : obliger le mineur à produire au maximum, aux moindres frais, quelles qu'en soient les conséquences pour sa sécurité.

Dans tous les cas, il faut toujours suivre le rabot et le principe c'est que le rabot ne doit jamais s'arrêter. Lorsque le conducteur met en marche le rabot avec quelques minutes de retard, en début de poste parce qu'il a vérifié ou mis en marche l'arrosage, il se fait engueuler, et s'il arrête en cours de poste, par exemple parce que la teneur de grisou est trop élevée, il se fait pa-



reillement engueuler par la maîtrise. Il y a souvent des casses (la chaîne du rabot qui saute, une panne, un accident de terrain...), alors il faut arrêter le rabot, parfois 2 heures. Après, les porions poussent pour rattraper le temps perdu : «ahue, ahue, ahue», parce que les primes des porions sont plus fortes et dépendent du rendement. Et les mineurs eux-mêmes poussent pour le salaire. «Le rabot, il est monté à telle

vitesse mais, la maîtrise, trouve toujours des combines pour l'accélérer, jusqu'à la vitesse maximum. En général c'est calculé pour 3 passes mais, ils essaient d'augmenter. Ils ont des primes pour eux, une forte prime de production».

LE SALAIRE AU RENDEMENT COLLECTIF : LES HOUILLÈRES VEULENT SUPPRIMER LE MOINDRE TEMPS MORT

Avec le salaire au rendement collectif, le mineur est payé suivant le nombre de passes. Une

passée, c'est le rabot qui avance de 40 centimètres en profondeur sur toute la largeur de la taille.

Avec ce système, le but des Houillères est de supprimer le moindre «temps mort», d'intensifier le travail au maximum.

«A Oignies, il y avait toujours 1 ou 2 tailles à pilotes et 2 ou 3 tailles à soutènement marchant. Alors, ils ont mis une taille

à rendement collectif et 4 tailles à rendement individuel. Sur 3 tailles à soutènement marchant, il y a seulement une taille à rendement collectif. Ils essaient pour voir si ça les avantage, si la production sera importante. Ils le font uniquement pour cela. Ils essaient d'exploiter l'homme pendant tout son temps, en lui disant : si t'as fini tel travail, allez, il ne faut pas respirer 5 minutes, il faut y aller pour terminer un autre, et ainsi de suite. Je trouve qu'au moment où le personnel devient beaucoup plus vieux, plus handicapé, le travail individuel c'est plus intéressant parce que quand même, il n'est pas obligé de suivre comme ça.

Le travail au rendement collectif dans les mines c'est comme à la chaîne, presque. Et l'ouvrier est obligé de faire tout. Avant, chacun avait son travail : s'il était biduleur, il faisait biduleur. Avec le rendement collectif, il faut qu'il fasse tout. S'il y a une intervention à faire, au lieu d'assurer la sécurité dans son coin, par exemple, il est obligé de faire une intervention. C'est-à-dire aussi bien réparer une pile que donner un coup de main à quelqu'un parce qu'il est en retard, il faut qu'il y aille.

Le rendement collectif c'est pour inciter les ouvriers à faire plus et à ne pas perdre une seconde.

(un délégué mineur CFDT Oignies)

(à suivre)

international

**la tournée de Chirac en
Martinique, Guadeloupe,
Guyane...**

**à bas le
colonialisme !
indépendance**

Chirac vient voir comment sont appliqués les décisions de Giscard, décisions qui fixaient aux préfets et «élus» locaux de mieux organiser l'exploitation des colonies avec une aide accrue de la métropole. En décembre 74, Giscard s'engageait à faire disparaître les «séquelles du colonialisme». Les peuples des colonies pouvaient se faire une idée de cette «belle volonté» en entendant ces quelques phrases : « après avoir parcouru une aussi longue distance, il me suffit d'ouvrir les yeux et les oreilles pour savoir que je suis en France » ce qu'appuyait Jérôme Cléry, maire révisionniste du P(C)G qui déclarait que « la volonté des Guadeloupéens est de gérer leurs propres affaires... Ces responsabilités, nous voulons les assurer dans le cadre français ». Puis, les discours finis, il y eut cette tentative de bains de foule où Giscard put entendre la colère des travailleurs, ce qui l'obligea à fuir l'itinéraire initialement prévu sous les cris du peuple : « à bas le colonialisme !, indépendance ! ». Un président qui fuit ses « admirateurs », c'est rare ! Au mois de mars 75, de-

vant la violence de la répression qui touchait les coupeurs de canne en grève à la Guadeloupe, un père progressiste, le père Céleste, entamait une grève de la faim. Il déclarait : « plus l'homme guadeloupéen essaie de se redresser, plus ceux qui se conduisent en maîtres cherchent à lui casser l'échine. En cette année 1975, dit-il, la violation du droit des travailleurs et de la justice dépasse la mesure et révolte la conscience ».

Les peuples des colonies françaises, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, de Guyane sauront faire échec au voyage de Chirac, aux plans fomentés contre eux par leurs manifestations et leurs grèves. Le peuple français est solidaire de ces luttes comme il l'a montré dans les grèves des postes, des hôpitaux où, coude à coude, les travailleurs français ont soutenu les revendications spécifiques de leurs camarades originaires des colonies. Nos peuples ont le même ennemi, l'impérialisme français.

Indépendance pour les colonies !
Vive la lutte des peuples des colonies françaises !

argentine

échec provisoire de la rébellion

la crise politique demeure

Les rebelles de l'armée de l'air ont-ils été trop pressés ? C'est la question que l'on peut se poser après que les militaires restés loyalistes aient bombardé hier les bases aériennes tenues par la rébellion. Certes, les militaires de l'armée de l'air ne se sont pas rendus. Mais, si la tentative de coup d'Etat a provisoirement avorté, la situation n'en est pas plus claire pour autant. En effet, les raisons qui ont poussé à la révolte ces militaires demeurent : qu'il s'agisse de la nécessité pour la réaction d'une remise en ordre brutale ou de la lutte contre la corruption, et sont assez largement partagées ; d'autre part, la monnaie argentine continue à se déprécier à un rythme effréné et il n'est pas rare de voir les habitants des pays limitrophes, par exemple les Uruguayens venir faire leurs courses en Argentine à des prix plus qu'avantageux. Ces difficultés économiques aggravent une crise politique latente depuis plusieurs années et rendent chaque jour plus précaire la solution que pouvait représenter le maintien au pouvoir d'Isabella Peron.

Dans le dernier développement de la crise, son isolement s'est encore accru : en effet, une majorité de sénateurs et députés viennent de « suggérer » à la présidente de prendre un nouveau congé de maladie de longue durée cette fois ! C'est une manière polie d'exiger son départ tout en ménageant le nom encore populaire de Peron. D'autre part, le général Videla, pressenti par les rebelles pour prendre le pouvoir, est resté loyaliste, mais a fait une déclaration qui préserve l'avenir et ne mentionne pas le nom de la présidente : « il faut que les institutions responsables trouvent elles-mêmes rapidement la solution profonde et patriotique qu'exige la situation politique ». Il n'est donc pas exclu que le général Videla soit appelé à jouer un rôle important dans les prochains jours... Enfin, dernier élément de cet effritement ininterrompu du pouvoir depuis juillet dernier : la manifestation de soutien à la présidente convoquée vendredi devant la casa Rosada n'a réuni que 3000 personnes. Malgré l'échec de la rébellion, celle-ci constitue indéniablement un



coup de boutoir supplémentaire contre un pouvoir déjà bien érodé. Et d'ailleurs, le déroulement même de la rébellion, qui a depuis le début cherché à négocier, fait plutôt penser à une sorte de répétition, pour voir, pour tester les capacités de résistance du secteur le plus « péroniste » du pays, la CGT (bureaucratie syndicale), qui hier avait appelé ses militants à la mobilisation.

La question de savoir qui va assurer la remise en ordre en Argentine, en durcissant la répression non seulement contre la guerrilla et la classe ouvrière mais aussi contre

les secteurs démocratiques, cette question-là reste posée. Le gouvernement de Mme Peron est de toute façon condamné, mais y compris au sein de l'armée, tout le monde n'est pas d'accord pour que l'armée assume seule le pouvoir. En effet, il ne faut pas oublier que la situation actuelle est le produit de la gestion de l'armée jusqu'en 73 et de son profond discrédit dans les masses. Va-t-elle réitérer l'expérience ? C'est un pari que d'aucuns hésitent à risquer, mais peut-être la bourgeoisie argentine n'a-t-elle pas d'autre solution.

Hélène VARJAC



Manifestation contre des directions syndicales dominées par les colonialistes.

**Vienne : les ministres
de l'OPEP pris en otage**

Hier à midi, alors que se tenait la quarante sixième réunion ministérielle des pays exportateurs de pétrole, un commando a fait irruption dans la salle. Des coups de feu ont été échangés avec les agents du service de sécurité, faisant trois morts, dont deux policiers, et trois blessés, dont un membre du commando et un membre de la délégation irakienne. Hier soir, des négociations étaient engagées entre le gouvernement autrichien et ceux qui détenaient les otages, parmi lesquels se trouvent dix ministres. Monsieur Abdesselam, ministre algérien de l'industrie, participant à la conférence, assurait la liaison entre les membres du commando et le gouvernement autrichien.

Les auteurs de l'opération, dont les motivations ne sont pas encore parfaitement claires, se réclamaient d'un « bras armé de la révolution arabe » luttant contre le « complot visant à faire reconnaître la légalité de l'existence du sionisme en terre arabe et à consolider la division et la dissension dans le monde arabe ».

**Portugal UN PROGRAMME
ÉCONOMIQUE
ANTI-POPULAIRE**

Un membre de la commission de travailleurs de ITT-Standard : « les événements du 25 novembre ont au moins eut l'effet de clarifier la situation politique : ce n'est plus par l'intermédiaire d'un mouvement des forces armées parlant de révolution et de socialisme, que la bourgeoisie gouverne. La classe ouvrière a en face d'elle, clairement, un gouvernement bourgeois avec son armée ».

Dans sa dernière réunion, le gouvernement portugais, bien qu'il soit en cours de remaniement, a pris des mesures d'austérité prévoyant « une période de récupération économique et financière qui demandera de grandes souffrances et privations ». Ces mesures sont en grandes parties celles préconisées par le patronat portugais lors de son congrès tenu au début de la semaine.

Pour la politique fiscale : augmentation des impôts notamment des taxes provenant de l'argent envoyé par les émigrés.

Pour les capitaux étrangers : un code des investissements étrangers et en particulier la création d'un institut d'investissements étrangers « garantissant la protection et la sécurité des biens et droits résultant des investissements directs ». Cette mesure était réclamée depuis longtemps par le patronat de la CEE.

Indemnisation des actionnaires des banques nationalisées (banque nationale d'outre mer, banque du Portugal, banque de l'Angola) et révision des listes du personnel expulsé depuis le 25 avril 74 (retour probable de certains directeurs de banques expulsés par les révisionnistes durant le 5^e gouvernement).

Ces mesures vont s'accompagner d'un blocage des contrats collectifs de travail. Pour le ministre du travail, Marcelo Curto, « il est nécessaire de bloquer les salaires pour maintenir l'expansion, mais en réduisant les inégalités, en indexant les bas salaires sur le coût de la vie ; mais tout le monde devra supporter les restrictions ».

L'ensemble de cette politique pour aider la bourgeoisie à sortir de la crise va de pair avec les appels aux travailleurs à « participer par l'augmentation de la production à cette bataille économique ».

Le PCP, membre de ce gouvernement, a participé à l'élaboration de ce programme d'austérité qui reprend en effet les différentes propositions que faisait le dernier comité central de ce parti ; il préconisait l'augmentation de la production industrielle avec l'élargissement du marché intérieur et extérieur, une politique d'austérité et d'économie nationale, l'aide de l'Etat au secteur nationalisé.

de notre correspondant
Antoine Jallieu.

**luttés
récentes
du peuple
guadeloupéen**

Mai 67 : grève des ouvriers du bâtiment pour 2 % d'augmentation des salaires. 47 morts, plusieurs dizaines de blessés. Procès à Pointe-à-Pitre et à Paris.
Décembre 73 : déclenchement d'actions de masse pour exiger un acompte sur la ristourne. Tous les directeurs d'usine sont gardés dans leur bureaux jusqu'à satisfaction des revendications.
Décembre 74 : lutte contre les prélèvements abusifs. L'UPG (Union des Paysans pauvres Guadeloupéens) oblige les usiniers à rembourser aux petits planteurs les sommes qu'ils prélevaient arbitrairement pour le compte de l'USPG (syndicat de gros planteurs).

ANGOLA : HÉSITATIONS AMÉRICAINES

L'intervention des Etats Unis et de l'URSS en Angola se précise de jour en jour. Les derniers débats au sénat américain ont été l'occasion de révélations précises au sujet de l'aide apportée par la CIA aux deux mouvements « Front National de Libération de l'Angola » et « Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola » : les sommes versées s'élèvent respectivement à 300 000 et 100 000 dollars. Cependant, il se vérifie une fois de plus que l'impérialisme US, sur son déclin, hésite à s'engager à fond dans une nouvelle guerre dans un pays du Tiers-Monde, à la suite de l'échec qu'il a subi en Indochine. C'est ainsi que le Sénat vient de repousser la décision préalablement adoptée par le congrès améri-

cain, de poursuivre l'intervention en Angola, en interdisant l'utilisation des fonds prévus à cet effet.

Les Russes, eux, n'ont pas ces problèmes : leur aide massive, qui avait permis au « Mouvement Populaire de Libération de l'Angola » de lancer une grande offensive au mois de juillet, se poursuit aujourd'hui sans discontinuer. Aux dernières nouvelles, Castro a confirmé, lors du premier congrès du parti révisionniste cubain, l'intervention de son armée dans le conflit angolais : plusieurs milliers d'hommes y participent ainsi pour le compte de Moscou. Le gouvernement des Barbades, pays par lequel transitaient ces troupes, vient d'interdire l'usage de

son territoire pour ce trafic.

De jour en jour, il se confirme que l'intervention massive des deux super-puissances est de nature à rendre la guerre d'Angola longue et sanglante. Cette intervention vient de surcroît diviser gravement les pays africains, sur lesquels de fortes pressions sont exercées pour leur faire prendre position en faveur de l'un ou l'autre des mouvements : c'est ce que risque de faire ressortir la prochaine réunion de l'Organisation de l'Unité Africaine, prévue du 10 au 12 janvier. Jusqu'ici, l'OUA avait milité en faveur de la seule solution susceptible de garantir l'unité et l'indépendance du peuple angolais : la réconciliation des mouvements rivaux.